



## Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale  
9 octobre 2014

Original: français

---

### Comité des droits de l'homme 112<sup>e</sup> session

#### Compte rendu analytique de la première partie (publique)\* de la 3097<sup>e</sup> séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 7 octobre 2014, à 10 heures

*Président(e)*: Sir Nigel Rodley

### Sommaire

Ouverture de la session par le Directeur de la Division des traités relatifs  
aux droits de l'homme

Adoption de l'ordre du jour

Organisation des travaux et questions diverses, y compris adoption du rapport  
du Groupe de travail des communications

---

\* Il n'est pas établi de compte rendu pour la deuxième partie (privée) de la séance.

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section d'édition, bureau E.5108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.14-18250 (F) 091014 091014



\* 1 4 1 8 2 5 0 \*

Merci de recycler



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Ouverture de la session par le Directeur de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme**

1. **M. Salama** (Directeur de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme) déclare ouverte la 112<sup>e</sup> session du Comité des droits de l'homme et souligne l'incalculable contribution qu'ont apportée au Comité M<sup>me</sup> Chanet, M. Flinterman, M. Kälin, M<sup>me</sup> Majodina, M. Neuman et M. Zlătescu, membres du Comité dont le mandat s'achèvera à la fin de l'année.

2. Il rappelle que, dans sa résolution 68/268 sur le renforcement et l'amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme, l'Assemblée générale a alloué des semaines de réunion supplémentaires aux comités dans le but de résorber l'arriéré de rapports et de communications en attente d'examen, et a suggéré de nombreux moyens de rendre le système des organes conventionnels plus uniforme et accessible. À cet égard, le Comité des droits de l'homme a déjà pris une importante initiative en proposant aux États parties de présenter leurs rapports selon la procédure simplifiée, et il tirera profit de la semaine de réunion supplémentaire qui lui a été allouée pour examiner environ 50 communications individuelles, ce qui contribuera à réduire le nombre de communications en souffrance. En outre, sensibles à la question des actes d'intimidation et des représailles dirigés contre les individus ou les groupes qui contribuent à leurs travaux, les organes conventionnels ont répondu à une autre des suggestions figurant dans la résolution 68/268 de l'Assemblée en nommant des rapporteurs chargés de la question des représailles et, afin d'harmoniser leur approche sur le sujet, les présidents de ces organes ont également décidé d'élaborer une politique commune.

3. M. Salama attire ensuite l'attention du Comité sur la publication par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, faisant suite à une résolution de l'Assemblée générale, d'un premier rapport sur la protection et la promotion du droit à la vie privée dans le contexte de la surveillance et de l'interception des communications numériques et de la collecte des données personnelles, sous le titre «Le droit à la vie privée à l'ère numérique» (A/HRC/27/37). Les travaux du Comité sur ce thème, notamment sa jurisprudence sur la responsabilité extraterritoriale des États, occupent une place de choix dans ce rapport. Le droit au respect de la vie privée faisant partie des droits que protège le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Comité est particulièrement bien placé pour dialoguer avec les États parties sur ces questions, évaluer dans quelle mesure ils respectent les dispositions du Pacte à cet égard et formuler des recommandations au sujet des changements nécessaires. Il est à noter que des questions comme la surveillance généralisée figurent de plus en plus souvent dans les listes de points à traiter et les observations finales adoptées par les organes conventionnels.

4. Enfin, M. Salama indique que cette année est célébré le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. Citant un récent rapport du Secrétaire général sur la question de la peine de mort (A/HRC/27/23), il dit que quelque 160 États ont aboli la peine de mort ou instauré un moratoire de droit ou de fait sur son application, ou ont suspendu les exécutions. En dépit de cette tendance vers l'abolition, de nombreuses préoccupations demeurent en ce qui concerne le respect des règles et normes internationales relatives aux droits de l'homme dans les États où est encore appliquée la peine de mort, et de nombreux cas ont montré que même dans les systèmes judiciaires les plus solides, des femmes et des hommes ont été condamnés à mort, alors qu'ils étaient innocents, ce qui est intolérable. M. Salama engage le Comité, en sa qualité de gardien du Protocole facultatif, à encourager autant d'États que possible à ratifier cet instrument avant la fin de l'année.

5. *M. Salama, Directeur de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme, se retire.*

6. **Le Président** dit qu'avant de passer à l'examen du point de l'ordre du jour suivant, il tient à évoquer la situation en Iraq et en Syrie, où un groupe mène des politiques qui sont l'antithèse des valeurs universelles et des normes internationales relatives aux droits de l'homme. Les membres de ce groupe prétendent constituer un État et glorifient le meurtre, la torture et le meurtre par la torture d'innocents, de philanthropes ou encore de journalistes, qui sont les yeux de la communauté internationale. Ils prétendent agir au nom d'une grande religion, mais ils la souillent. Le Président estime que ce cas relève clairement des engagements pris dans le Document final du Sommet mondial de 2005 (A/RES/60/1) concernant le devoir de protéger. Dans le même temps, des conflits plus anciens et les violations des droits de l'homme qui en résultent se poursuivent, y compris en Syrie et dans le cadre du conflit israélo-palestinien, dans la région des Grands Lacs en Afrique et, de manière consternante, en Europe orientale, où des frontières établies ont récemment été contestées par la force.

#### **Adoption de l'ordre du jour (CCPR/C/112/1)**

7. *L'ordre du jour est adopté.*

#### **Organisation des travaux et questions diverses, y compris adoption du rapport du Groupe de travail des communications**

8. **M. Ben Achour** (Président-Rapporteur du Groupe de travail des communications) rappelle que les membres du Groupe de travail étaient M. Bouzid, M<sup>me</sup> Chanet, M. Flinterman, M. Neuman, M. Rodríguez-Rescia, M<sup>me</sup> Waterval et lui-même. Le Groupe de travail s'est réuni du 29 septembre au 3 octobre 2014 et a examiné les 45 communications que lui avait soumises le Secrétariat. Il recommande au Comité de rendre six décisions d'irrecevabilité et une décision de recevabilité et d'examiner les 38 autres communications quant au fond.

9. Le Groupe de travail a regretté que le texte de plusieurs communications n'ait pas été traduit dans les langues de travail du Comité. Ayant été amenés à échanger des avis sur les recommandations en matière de réparations, dans l'examen de plusieurs affaires, les membres du Groupe de travail jugent important que le Comité tienne un débat plénier sur la question des réparations pendant la session en cours, de préférence avant d'entamer l'examen des communications individuelles.

10. **Le Président** félicite le Groupe de travail des communications de ses travaux. Il ajoute que le Comité devra mobiliser des ressources et définir des priorités afin de résoudre le problème des traductions.

11. *Le rapport du Groupe de travail des communications est adopté.*

*La première partie (publique) de la séance prend fin à 10 h 25.*